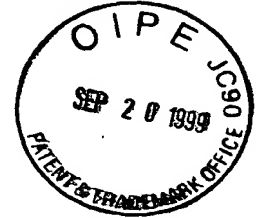


Département des Brevets

JCV/ML - 2128/97

Romainville, le 7 octobre 1997

Destinataire : M. Becourt



Objet : Invention de salariés - Notre cas 2460

Nous accusons réception en date du 2 octobre 1997 de la déclaration d'invention n° 1460RB qui vous a été transmise par un des inventeurs M. Dubois, en tant que sa hiérarchie.

L'invention concerne des systèmes transdermiques renfermant 2 principes actifs dans des compartiments séparés, leur procédé de préparation et leur application comme médicament.

Ces produits ont été préparés dans le cadre des recherches effectuées pour mettre au point un nouveau patch renfermant de la Trimegestone (RU 27987).

Nous n'avons pas d'observations particulières à présenter à propos de cette déclaration. Nous avons noté toutefois que l'invention a été classée par le déclarant M. Dubois comme appartenant à l'entreprise, au sens du paragraphe 1 de l'article 1 ter de la loi (Art. L 611-7 du code de la Propriété Intellectuelle).



J.C. VIEILLEFOSSE



Inventions de Salariés

INPE
Acc. Rec. } 01

CAS 2460

DÉCLARATION

à transmettre à la hiérarchie

Le soussigné,

Nom, prénom : DUBOIS JEAN-LUC

Société ou établissement : ROUSSEL UCLAF

Affectation (laboratoire, service, atelier etc.) : DRDG / RS RD

déclare, conformément aux dispositions légales et réglementaires reproduites en partie au verso de la présente, qu'il est auteur d'une invention dont les caractéristiques générales sont les suivantes :

■ **Objet de l'invention et applications envisagées** (indiquer par exemple le numéro de code des produits, le schéma réactionnel du procédé, le schéma du dispositif...) :

Systèmes transdermiques renfermant 2 principes actifs dans des compartiments séparés, leur procédé de préparation et leur application comme médicament.

■ **Circonstances de sa réalisation** (indiquer par exemple le domaine, le sujet de recherche, la date des projets, les références de documents, rapports ou comptes rendus de réunion...) :

la conception et le développement de l'association au Patch de la trimégestone et de l'estradiol a mis en évidence de nombreuses incompatibilités chimiques et physiques. L'invention porte sur le "design" et le choix du/des polymères originaux ainsi que des conditions de réalisation.

■ **Classement de l'invention**

L'invention apparaît au déclarant se classer dans la catégorie suivante :

1. Invention appartenant à l'entreprise (cf. paragraphe 1 de l'art. 1 ter de la loi) :

paragraphe
1

2. Invention appartenant au salarié (cf. paragraphe 2 de l'art. 1 ter de la loi) :

paragraphe

(a) ouvrant le droit d'attribution à l'entreprise (dans ce cas, joindre une description de l'invention comportant les renseignements prévus à l'art. 3 du décret) :

(b) n'ouvrant pas ce droit :

paragraphe
[]

Lieu, date et signature

du déclarant : 23/6/97

Déclaration conjointe des co-auteurs (s'il y a lieu)		
Nom, prénom		
Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"		

Remarque importante : Cette déclaration devant contenir les informations suffisantes pour permettre d'apprécier le classement de l'invention, il convient, si nécessaire, de développer le contenu de certaines rubriques au moyen d'une note plus détaillée à joindre à la présente déclaration.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION

d'une déclaration d'invention correspondant au paragraphe 2 de l'art. 1 ter de la loi
à remplir par la hiérarchie

Nom, prénom du responsable hiérarchique : _____

Affectation : _____

Date de réception de la déclaration : _____

Signature : _____

Cet accusé de réception n'implique aucun accord sur le contenu de la déclaration.

EXTRAITS DES TEXTES LÉGAUX

Loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 modifiée sur les brevets d'invention
Art. 1 ter, paragraphes 1 et 2

Décret n° 79-797 du 4 septembre 1979
Art. 1, 2, 3, 4 et 5 :

« Art. 1 ter. — Si l'inventeur est un salarié, le droit au titre de propriété industrielle, à défaut de stipulation contractuelle plus favorable au salarié, est défini selon les dispositions ci-après :

« 1. Les inventions faites par le salarié dans l'exécution, soit d'un contrat de travail comportant une mission inventive qui correspond à ses fonctions effectives, soit d'études et de recherches qui lui sont explicitement confiées, appartiennent à l'employeur. Les conditions dans lesquelles le salarié, auteur d'une telle invention, peut bénéficier d'une rémunération supplémentaire sont déterminées par les conventions collectives, les accords d'entreprise et les contrats individuels de travail.

« 2. Toutes les autres inventions appartiennent au salarié. Toutefois, lorsqu'une invention est faite par un salarié soit dans le cours de l'exécution de ses fonctions, soit dans le domaine des activités de l'entreprise, soit par la connaissance ou l'utilisation de techniques ou de moyens spécifiques à l'entreprise ou de données procurées par elle, l'employeur a le droit dans des conditions et délais fixés par décret en Conseil d'État, de se faire attribuer la propriété ou la jouissance de tout ou partie des droits attachés au brevet protégeant l'invention de son salarié. Le salarié doit en obtenir un juste prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par la commission de conciliation instituée par l'article 68 bis ou par le tribunal de grande instance ; ceux-ci prendront en considération tous éléments qui pourront leur être fournis notamment par l'employeur et par le salarié pour calculer le juste prix tant en fonction des apports initiaux de l'un et de l'autre que de l'utilité industrielle et commerciale de l'invention.

Art. 1^{er}. — Le salarié auteur d'une invention en fait immédiatement la déclaration à l'employeur.
En cas de pluralité d'inventeurs, une déclaration conjointe peut être faite par tous les inventeurs ou par certains d'entre eux seulement.

Art. 2. — La déclaration contient les informations, en la possession du salarié, suffisantes pour permettre à l'employeur d'apprécier le classement de l'invention dans l'une des catégories prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 2 janvier 1968. Ces informations concernent :

- a) L'objet de l'invention ainsi que les applications envisagées ;
- b) Les circonstances de sa réalisation, par exemple : instructions ou directives reçues, expériences ou travaux de l'entreprise utilisés, collaborations obtenues ;
- c) Le classement de l'invention tel qu'il apparaît au salarié.

Art. 3. — Lorsque le classement implique l'ouverture au profit de l'employeur du droit d'attribution, la déclaration est accompagnée d'une description de l'invention.

Cette description expose :

- a) Le problème que s'est posé le salarié compte tenu éventuellement de l'état de la technique antérieure ;
- b) La solution qu'il lui a apportée ;
- c) Au moins un exemple de réalisation accompagné éventuellement de dessins.

Art. 4. — Si, contrairement au classement de l'invention résultant de la déclaration du salarié, le droit d'attribution de l'employeur est ultérieurement reconnu, le salarié, le cas échéant, complète immédiatement sa déclaration par les renseignements prévus à l'article précédent.

Art. 5. — Si la déclaration du salarié n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2 (a et b) ou, le cas échéant, de l'article 3, l'employeur communique à l'intéressé les points précis sur lesquels elle doit être complétée.

Cette communication est faite dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la déclaration. A défaut, la déclaration est réputée conforme.

(Les textes légaux complets ont été publiés au Journal Officiel du 14 juillet 1978 et du 16 septembre 1979.)

CADRE RÉSERVÉ A LA HIÉRARCHIE

Nom, prénom du responsable hiérarchique : BECOURT Philippe

Affectation : DADG

Date de réception de la déclaration : 30/9/97

Commentaires ou recommandations éventuels :

Après avoir rempli ce cadre, la hiérarchie doit transmettre la déclaration sous huitaine à compter de sa réception, au Département des Brevets du Groupe (111, route de Noisy, 93230 Romainville).

Lieu, date et signature : Romainville le 30/9/97

[Signature]